

**Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS)**

**République Démocratique du Congo (RDC)**

**RAPPORT PÉRIODIQUE COUVRANT LA PERIODE OCTOBRE 2016 – SEPTEMBRE 2017**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Titre du Programme: Les chemins vers les Accords « Njia za Makubaliano »** |  | **Numéro du Programme** *(le cas échéant)*  **Numéro de référence du projet au MPTF** :PBF-COD-B6 |
| **Entités participantes de l’ONU :**  Liste des entités ayant perçu des fonds directement du MPTF dans le cadre du Programme: |  | **Partenaires d’exécution :**  **INTERNATIONAL ALERT ; POLE INSTITUTE ; ASP et AAP** |
| **Budget total du Programme (en USD):**  Fonds de Cohérence pour la Stabilisation:1 869 159$  Contributions propres:  Autres Contributions: |  | **Durée du Programme :**  Durée totale : *(24 mois)*  Date de démarrage : *(01/10/2016)*  Date de fin prévue à l’origine : *(30/09/2018)*  Date de fin actuelle *(30/09/2018)* |
| **Évaluation du Prog/Examen/Éval. À mi-parcours**  Évaluation du rapport à mi-parcours - *veuillez joindre le document le cas échéant*  ☐ Oui ☐ Non Date: x  Évaluation finale *– veuillez joindre le document le cas échéant*  ☐ Oui ☐ Non Date: |  | **Rapport soumis par :**  Nom: CHRISTINE BUESSER  Titre: DIRECTRICE NATIONAL  Organisation participante (principale): INTERNATIONAL ALERT  E-mail:[cbuesser@international-alert.org](mailto:cbuesser@international-alert.org)  Nom: NENE MORISHO  Titre: COORDINATEUR  Organisation participante : POLE INSTITUTE  E-mail: nene.morisho@pole-institute.org |

**TABLE DE MATIERES**

**PARTIE 1 – LES PROGRES**

# Résultat 1. – Les mécanismes participatifs de pilotage sont établis et opérationnels

# Produit 1.1 – Les connaissances et capacités des membres des structures de dialogues et transformation de conflits sont accrues

* Produit 1.2 – Les structures de dialogues et de transformation de conflits sont appuyées
* Produit 1.3 – Les connaissances de la population sur les actions de dialogues et transformation de conflits sont accrues

# Résultat 2 – Les plans d'actions conjoints sont mis en œuvre

# Produit 2.1 – Les engagements (Accords) issus des dialogues précédents sont actualisés

# Produit 2.2 – Une recherche action participative sur les dynamiques des conflits est réalisée

# Produit 2.3 – Les Plans d’action conjoints sensibles au genre sont développés et approuvés par les représentants des communautés et les autorités

* **Résultat 3 – Les acteurs clés au niveau provincial et national sont mobilisés**

# Produit 3.1 – Le conseil consultatif provincial est mis en place et est opérationnel

# Produit 3.2 – Le groupe de plaidoyer pour la paix à Masisi est redynamisé au niveau national

* **Défis et mesures de mitigation**
* **Coordination**
* **Encrage institutionnel**
* **Questions de genre**
* **Leçons apprises**
* **Histoires de succès**

# PARTIE 2 – PERCEPTIONS D’IMPACT

* **2.1 Sur la base des changements qui se sont produits au niveau de chaque composante (produits et résultats dans chaque objectif spécifique), quel type d’impact au niveau de projet vous pensez avoir atteint ?**

**2.2 Sur la base des preuves/données fournies par les indicateurs au niveau des résultats et produits dans chaque composante (objectif spécifique), comment et jusqu’à quel point est-ce que vous estimez que le projet dans son ensemble est en train de influencer les dynamiques de conflit sur lesquelles il est supposé intervenir ?**

# PARTIE 3 - ÉTAT D’AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DU PROCESSUS DE GESTION

* **3.1 Commentaires sur l’état général des allocations budgétaires**
* **3.2 Progrès sur l’utilisation des fonds par résultat et produit**
* **3.3 Commentaires sur les processus de gestion et de mise en œuvre**

# PARTIE 4 – EVALUATION DU RAPPORT

# PARTIE 1 – LES PROGRES

## Objectif Spécifique 1 : Les acteurs et les entrepreneurs de conflits s’engagent et participent activement dans le processus de dialogue démocratique dans la zone du projet.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 1. – Les mécanismes participatifs de pilotage sont établis et opérationnels** | **Etat** | | |
|  | **X** |  |

Au début, le projet a rencontré beaucoup de blocages parce que des structures communautaires et notamment le Cadre d’échange et d’information (CEI) avaient déjà été mis en place dans le Bashali et, les structures gouvernementales de transformation des conflits, selon l’esprit de l’édit provincial du ministère du plan, appuyés par des autres intervenants. Aussi l’incompréhension autour de l’approche communautaire a fait que la mise en place et la redynamisation soit retardée et par conséquence toutes les activités qui vont avec ont également subi du retard. Cependant, nous avons su récupérer une partie du temps perdu, mobiliser la population, débloquer et harmoniser avec les autres intervenants notre stratégie et approche d’intervention.

Depuis le mois de juillet jusqu’en septembre en chefferie de Bashali, 94,3% des membres de structures de paix (CITC) dont 100% de femmes ont participé régulièrement à leurs réunions hebdomadaires et des membres du CEI dont 100% de femmes. Ces réunions sont tenues par les structures elles-mêmes et discutent superficiellement du contexte et des incidents de protection. Dans le Bwito, c’est à peine que les structures de paix venaient d’être mises en place et donc, elles vont commencer leurs réunions au début du premier trimestre de la deuxième année du projet. Les échanges et analyses des dynamiques, des acteurs et des facteurs de conflit et comment ces derniers affectent différemment les femmes et les hommes au sein des communautés, n’ont pas encore pu être réalisées comme prévu par le plan de travail. Ceci se justifie par le fait que le renforcement des capacités des animateurs des structures communautaires de paix sur l’analyse du contexte et des conflits, sur la prévention et la gestion des conflits, la sensibilité aux conflits et au genre, a été retardée par plusieurs raisons qui seront amplement expliquées sous le produit 1.1. Ce sont ces échanges qui feront objet de réunions bimensuelles de structures communautaires de paix après formation des membres de ces structures.

4 structures communautaires de paix dans le Bwito (3 NPRCF et 1 CEI[[1]](#footnote-1)) ont été mise en place et 6 autres structures communautaires de paix (1 CEI, 3 CITC dans le Bashali et 2 NPRCF dans le Bwito) ont été revitalisées. Les 100% de mécanismes de pilotage prévus ont été établis et sont opérationnels avec une participation effective de 100% des autorités coutumières de la zone du projet. Ces structures comptent un total de 211 membres dont 31,7% de femmes issues des différents groupes ethniques (Nande, Hutu, Hunde, Tutsi, Nyanga, Kobo, Pygmées et Bashi) avec une moyenne de 21 membres. Ce sont ces structures qui vont accompagner les efforts de stabilisation de la zone.

**Produit 1.1** – **Les connaissances et capacités des membres des structures de dialogues et transformation de conflits sont accrues**

908 personnes représentants les couches sociales de toute la chefferie dont 251 femmes ont participé aux 12 rencontres d’identification et élection des membres de ces structures de paix. Les 6 structures dans le Bwito comptent 150 membres dont 46 femmes. Ses membres représentent les communautés Hunde, Nande, Kobo, Hutu, Tutsi, Shi, Nyanga et Pygmées. Les termes de référence de ces structures communautaires ont été définis avec elles et elles se réunissent sur base hebdomadaire. Une rencontre de reconnaissance et légitimation des membres de structures communautaires de paix et du CEI a été tenue au chef-lieu de la chefferie par l’autorité locale, laquelle rencontre a réuni 160 représentants des couches sociales et de groupes ethniques de la chefferie dont 58 femmes. A cette occasion, deux procès-verbaux ont été signés par l’autorité locale en guise de légitimation de toutes ces structures communautaires de paix, reconnues désormais comme des acteurs/ambassadeurs de la paix, représentants tous les groupes ethniques et couches sociales de la chefferie de Bwito.

Pendant la période couverte par le présent rapport, les membres de ces structures de paix n’ont pas pu bénéficier d’un renforcement de capacités proprement dit à causes de : aléas sécuritaires qui ont empêché le bon déroulement des activités sur terrain en conformité avec le calendrier préétabli, du retard pris dans la mise en œuvre de structures dans le Bwito suite aux blocages politiques qu’a rencontré la mise en œuvre du projet en général. Toutefois, grâce à l’accompagnement rapproché des animateurs d'AAP, ASP et Pole les membres des structures ont pu discuter de leur fonctionnement et décider des objectifs et rôles à jouer dans l’accompagnement du processus de stabilisation dans leur zone d’intervention. Des actions palpables sont planifiées pour renforcer leurs capacités dans le premier trimestre de l’année 2 tout en restant flexible et attentif à l’évolution du contexte sécuritaire. Une attention particulière sera mise sur les aspects de genre et l’égalité homme-femme car dans la mise en place de structures de paix, il a été remarqué que les couches sociales et les ethnies se font représenter difficilement par les femmes et pensent que les femmes ne sont pas concernées au même pied d’égalité que les hommes par les questions de consolidation de la paix. Au terme de ce renforcement de capacités, les membres des structures seront en même d’associer plus de personnes ressources et particulièrement des femmes, aux discussions et actions de stabilisation pour une véritable participation (assister, s’exprimer, donner leurs opinions, avis et les prendre en compte).

**Produit 1.2** – **Les structures de dialogues et de transformation de conflits sont appuyées**

Un appui matériel sous forme de coût de fonctionnement a été octroyé aux structures communautaires de paix dans le Bashali pour leur permettre de bien mener leurs activités sur le terrain. Cet appui leur a servi pour couvrir les frais de transport, de communication et la papeterie.

Aucune réunion bimensuelle n’a été tenue par les structures communautaires de paix jusque-là, comme déjà expliqué sous le résultat 1. Seulement de réunions hebdomadaires ont été tenues par ces structures de paix. Un total de 9 réunions hebdomadaires ont été tenues par les CITC Mweso, Nyamitaba et Kitshanga alors que le CEI de Bashali a tenu un total de de 12 réunions hebdomadaires par trimestre. Comme signalé sous le Résultat 1, les structures de Bwito venaient d’être mises en place et donc n’avaient pas encore commencé leurs réunions hebdomadaires. Les réunions hebdomadaires des membres des structures communautaires de paix dans le Bashali ont contribué largement à discuter les stratégies de consultation et mobilisation des acteurs clés pour obtenir un véritable engagement communautaire dans les différentes rencontres préparatoires d’évaluation et réactualisation des engagements issus des précédents dialogues communautaires. De ce fait, ils ont consulté et mobilisé 104 leaders, dont 24 femmes, représentants des groupes ethniques et acteurs clés, qui à leur tour ont identifié 284 acteurs clés (104 femmes, soit 36,6%) dont 85 Tutsi, 84 Hunde, 85 Hutu, 30 autres ethnies (Nande, Nyanga, Pygmées, Tembo, Bashi, Havu et Lokele), qui devraient prendre part active aux 4 ateliers préparatoires de l’évaluation et réactualisation des engagements existant dans le Bashali, prévus en Septembre 2017. Nouvellement mises en place et après la clarification de leur fonction, responsabilités, objectifs et rôles à jouer, les structures de paix de Bwito débuteront leurs réunions au début du trimestre prochain. Les réunions organisées par les membres des mécanismes de suivi de la mise en œuvre des accords interviendront après la table ronde de Janvier 2018 et le dialogue communautaire dans le Bwito, qui sanctionnera le processus RAP.

**Produit 1.3** – **Les connaissances de la population sur les actions de dialogues et transformation de conflits sont accrues**

La compréhension des populations des efforts de stabilisation dans la zone prioritaire autour de Kitshanga devient de plus en plus élucidée à travers les 18 émissions radio qui ont été montées/diffusées par la radio Pole FM et relayées par 4 radios communautaires à Mweso, Pinga, Nyanzale et Kibirizi. Ces émissions ont été conçues et développées en partant des discussions, des échanges/analyses du contexte/conflits réalisés par les structures de paix. Ceci a permis à la population habitant la zone du projet (voire aussi au-delà de la zone), de rester informée sur l’évolution du processus de stabilisation. La relance du dialogue dans le Bashali et la mobilisation pour plus d’engagement communautaire des acteurs clés dans le processus de réactualisation et évaluation des engagements existants, ont été parmi les éléments/sujets que les structures ont privilégié dans leurs discussions et sur lesquels Radio Pole s’est appuyée pour produire les émissions radios. L’absence de structures de paix dans le Bwito, n’a pas permis d’y réaliser le même travail de communication et information pendant la période couverte par le présent rapport. Cependant, le premier trimestre de l’année 2 sera consacré à la production d’émissions radio autour du processus de recherche action participative sur les principaux moteurs du conflit dans le Bwito. En ce qui concerne Bashali, le premier trimestre de l’année 2 sera consacré à informer la population cible sur les travaux de préparation de la table ronde[[2]](#footnote-2).

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 2 – Les plans d'actions conjoints sont mis en œuvre** | **Etat** | | |
|  | **X** |  |

Le processus de dialogue en chefferie de Bashali a suivi une courbe de croissance normale. Un travail de géant a été fait par les 4 structures de paix de Bashali (3 CITC et 1 CEI), qui ont inventorié tous les accords/engagements existant signés depuis 1993 pour la paix dans le Bashali entre les autorités et les populations locales. Cela a entrainé un éventail de consultation et mobilisation des acteurs clés et signataires de ces accords en vue d’un engagement communautaire à participer à la revue/actualisation de ces accords. Comme expliqué sous le produit 1.2, pendant la période du reporting, il y a eu que des consultations et revue des engagements précédents afin de mobiliser au maximum toutes les parties prenantes qui sont concernées par la table ronde de Bashali à tenir en Janvier 2018.

398 personnes sur les 400 prévues (soit 99,5%), représentants différentes couches sociales et groupes ethniques dont 30,6% de femmes à Mweso, Kitshanga, Nyamitaba et Goma ont participé aux 4 ateliers prévus pour évaluer et réactualiser les engagements existant dans le Bashali en guise de relance du processus de dialogue démocratique dans le Bashali. Ces ateliers se sont focalisés sur le degré de mise en application des anciens accords et les défis que cette mise en application a rencontré en guise de préparation de la table ronde de Bashali prévue en Janvier 2018. Ces ateliers ont permis également d’identifier les défis majeurs qui seront surement soulevés encore une fois lors de la table ronde et notamment : les questions de groupes armés, de réfugiés Rwandais et Congolais, des ex-combattants, de gestion de terre dans le Bashali et du pouvoir local. A ce stade, nous ne pouvons pas parler du nombre de mécanismes de suivi de la mise en œuvre des engagements actualisés assortis de la table ronde de Bashali, étant donné que celle-ci ne pas encore tenue.

**Produit 2.1 – Les engagements (Accords) issus des dialogues précédents sont actualisés**

4 ateliers de revue des engagements existants en vue de la préparation de la table ronde ont été organisés à Nyamitaba, Kitshanga, Mweso et Goma. Ces ateliers ont connu la participation de 398 personnes dont 30,6% de femmes, parmi lesquelles de notables, chefs coutumiers, opérateurs économiques, chefs religieux, grands éleveurs et agriculteurs dont certains sont délocalisés et vivent au Rwanda. Un faible niveau de mise en application des accords signés dans le passé en chefferie de Bashali a été souligné. Sur 112 engagements répertoriés, 20 engagements ont été mis en exécution selon la population, 17,8 %.. 4 défis majeurs qui ont entravé la bonne mise en application des engagements issus de précédents dialogues, ont été identifiés par les participants aux ateliers organisés. Ces défis avaient déjà été soulevés par les participants à la rencontre d’information générale sur le programme I4S et ses projet, tenue à Kitshanga au mois de Juillet dernier en faveur des notables, autorités locales et membres du CEI de Bashali. Ces défis sont : de questions de groupes armés (locaux et étrangers), de réfugiés Rwandais présents sur le territoire Congolais et Congolais présents au Rwanda et en Uganda, des ex-combattants, de gestion de terre et du pouvoir local. A ce stade, nous somme dans la préparation de la table ronde à tenir et donc, le nombre d'engagements actualisés lors de la table ronde ainsi que le nombre de forum de dialogue à organiser seront déterminés par les assises de la table ronde. Pour le prochain trimestre, une attention particulière devrait être portée sur une mobilisation de masse en vue de plus d’engagement communautaire et politique des acteurs clés et signataires de ces accords à contribuer à l’évaluation/réactualisation de ces accords.

.

**Produit 2.2** – **Une recherche action participative sur les dynamiques des conflits est réalisée**

Le processus de la RAP consiste à responsabiliser aux communautés locales affectées par les conflits, la collecte et l’analyse des informations d’une manière participative, proposer des solutions concertées et mettre en pratiques les engagements, orientations et décisions afin de celles-ci soient véritablement efficaces et durables. Ce processus passe par l’analyse participative du contexte et des conflits, le choix de dynamiques de conflits sur lesquelles il faut mener la RAP, la collecte et l’analyse des informations, la restitution et validation des informations, le dialogue communautaire, les forums communautaires, la signature et la mise en application des engagements. Etant donné que, la RAP c’est un processus communautaire et méthodique, il a fallu d’abord baliser le terrain en mettant en place les différentes structures communautaires de paix et se servir des résultats de la cartographie et l’analyse des acteurs des conflits. Et donc, il est très tôt de parler encore du nombre de forums débats organisés sur la RAP et du nombre de mini dialogues organisés dans la chefferie de Bwito. Ces indicateurs sont à renseigner pendant le troisième semestre du projet.

La cartographie et l’analyse des acteurs et entrepreneurs et facteurs des conflits ont permis de mettre en lumière les facteurs, les acteurs et les entrepreneurs des conflits en chefferies de Bashali et de Bwito. Un lien entre les facteurs et les acteurs ainsi que leurs intérêts, position et capacité d’influence ont permis à l’équipe du projet de définir des stratégies d’engagement politique (expliqué ci-dessous) en vue d’impliquer davantage ces acteurs dans les efforts de stabilisation de la zone. Les facteurs des conflits identifiés dans ces zones sont essentiellement politiques, institutionnels/structurels, fonciers, économiques et sociaux. Des acteurs essentiellement politiques (députés/ministres), des fonctionnaires étatiques (juges/magistrats), des agents de services de sécurité (ANR/PNC/FARDC), les hommes d’affaires et leaders des groupes ethniques et des groupes armés ont été identifiés en tant qu’acteurs de conflits dans les deux chefferies de Bashaili et de Bwito. Ce sont les résultats de cette cartographie qui nous ont permis d’identifier les acteurs clés à impliquer dans les échanges en vue d’un bon lancement participatif du processus de la RAP dans le Bwito mais aussi d’une préparation de la table ronde de Bashali.

**Produit 2.3** – **Les Plans d’action conjoints sensibles au genre sont développés et approuvés par les représentants des communautés et les autorités**

Les activités qui pourront renseigner les indicateurs de ce produit ne sont pas encore tenues. C’est la table ronde d'actualisation des engagements existants dans le Bashali et le dialogue communautaire de Bwito qui permettront la mise en place de plans d'actions conjoints sensibles au genre.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 3 – Les acteurs clés au niveau provincial et national sont mobilisés** | **Etat** | | |
|  |  | **X** |

La mobilisation des acteurs clés au niveau provincial et national devraient passer par la mise en place ou redynamisation de « deux groupes de pression/consultation », Un conseil consultatif au niveau provincial regroupant des acteurs influents au niveau de Goma et des représentants des deux Chefferies, et un groupe de plaidoyer pour la paix à Masisi ayant son siège à Kinshasa. Le conseil consultatif au niveau provincial n’a pas encore été mis en place car il faillait mobiliser davantage les acteurs au niveau de la province, qui feront partie de ce cadre, mais aussi terminer la mise en place des structures communautaires à la base qui devront aussi déléguer leurs représentants. Les ateliers d'échanges entre les acteurs locaux et les entrepreneurs aux conflits au niveau provincial, national et régional, n’ont pas encore eu lieu étant cette activité le résultat de la cartographie et analyse des acteurs aux conflits pour identifier et mobiliser davantage les participants à ces ateliers à plusieurs niveaux. C’est une activité à réaliser durant le prochain semestre. La mise en place du conseil consultatif au niveau de la province a été retardée par la lenteur de la mise en place de structures communautaires dans le Bwito comme expliqué précédemment. De même que le conseil consultatif devrait précéder la redynamisation du groupe de plaidoyer pour la paix à Masisi siégeant à Kinshasa.

**Produit 3.1** – **Le conseil consultatif provincial est mis en place et est opérationnel**

D’une part, Etant donné que le conseil consultatif lui-même n’a pas encore été mis en place, toutes les autres activités (réunions organisées par le Conseil Consultatif au niveau de la province, visites de suivi des activités terrain organisées par les membres du conseil consultatif) pouvant permettre de renseigner certains indicateurs de ce produit auront difficile à être réalisés dans ce sens qu’elles découlent de la responsabilité du conseil consultatif provincial. Et d’autre part, les autres indicateurs de ce produit dépendront de la tenue de la table ronde de Bashali, du dialogue communautaire de Bwito et de la mise en place des mécanismes de suivi des accords assortis de ces assises

L’ouvrage « Tatort Kongo,procès historique des dirigeants des FDLR en Allemagne » a été traduit de l’allemand en français pour que l’analyse de son contenu puisse servir à une meilleure compréhension de la problématique des réfugiés rwandais vivant au Congo, et aider à réfléchir sur comment réduire la fracture entre les populations locales et ces réfugiés. La version traduite en français de cet ouvrage devrait servir d’outil de sensibilisation qu’utiliseraient différents acteurs (membres de structures communautaires de paix dans le Bashali et Bwito, à l’unité de stabilisation de la MONUSCO, aux ex-combattants, aux réfugiés rwandais) en vue de comprendre comment ils doivent contribuer à réduire la fracture entre les populations locales et les réfugiés. Cette activité se trouve parmi celles qui ont été élaguées dans le projet lors de l’évaluation du ST en Avril dernier[[3]](#footnote-3). Les 600 exemplaires qui étaient déjà commandés seront distribués à des acteurs clés seulement car les activités de sensibilisation ne figurent plus dans le projet.

**Produit 3.2** – **Le groupe de plaidoyer pour la paix à Masisi est redynamisé au niveau national**

Comme déjà souligné dans le résultat 3, le groupe de plaidoyer pour la paix à Masisi n’a pas encore été redynamisé. De ce fait, ni le nombre d'activités de plaidoyer menées par ce groupe, ni le nombre de points d'actions arrêtés lors des activités de plaidoyer ne peuvent pas ressortir à ce niveau. Et donc, les activités qui doivent renseigner les indicateurs de ce produit sont à réaliser durant la seconde année du projet.

|  |
| --- |
| **Défis et mesures de mitigation** *(Décrivez les défis que vous allez rencontrer au cours de la prochaine période (avant le prochain rapport) et les mesures que vous allez prendre pour mitiger les effets négatifs de ces défis (max 200 mots).*  Ils sont à situer à trois niveaux à savoir : 1° L’accès sécuritaire et géographique dans la zone du projet. D’une part, la recrudescence de l’insécurité caractérisée par des affrontements et des tensions intercommunautaires pourrait provoquer d’importants mouvements de populations. Par conséquent, certains bénéficiaires sur base de leur appartenance ethnique pourraient ne pas avoir un accès libre et facile à certaines localités. D’autre part, la dégradation des routes pendant la saison de pluie va influencer énormément sur la réalisation des activités planifiées. L’analyse rigoureuse du contexte sécuritaire et la prise de mesures adaptées, qui sécurisent les équipes en collaboration avec les forces de l’ordre et les structures de paix, ainsi que les analyses participatives du contexte et des conflits à réaliser dans le Bwito, réduiraient le risque sécuritaire. 2° Résistance des acteurs clés à participer à la table ronde dans le Bashali et au processus de la RAP dans le Bwito. Le projet fait face à une réticence et résistance de certains acteurs aux activités du projet depuis le début, qu’ils justifiaient par une incompréhension de la nécessité d’un nième projet d’appui au dialogue communautaire car ils ont organisé plusieurs dialogues qui n’ont rien donné de positif mais avec la mise en application des stratégies d’engagement politique définies en collaboration étroite avec les partenaires du Consortium Alert-Pole et le Secrétariat Technique (ST), nous pensons pouvoir obtenir leur adhésion aux activités du projet, ce qui produirait inévitablement des résultats positifs (cas d’engouement observé chez les autorités locales dans la participation aux ateliers préparatoires de la table ronde en Septembre 2017). L’élargissement du réseau pour plus d’engagement politique décrisperait toute résistance à laquelle les activités du projet pourraient une fois de plus faire face. 3° Faible participation des femmes à la table ronde et à la recherche participative. De actions pratiques/critères de ciblages et d’implication des femmes pour une participation effective (assister, donner son avis, opinions et le prendre en compte) seront définies avec les structures communautaires et les parties prenantes/acteurs clés et seront matérialisées. |
| **Coordination (***Rapportez les défis/faiblesses et/ou les points de force en matière de coordination dans le consortium tels que décrit par vos partenaires (max 200 mots).*  Depuis Juillet, des réunions de coordination sont tenues mensuellement pour évaluer les activités réalisées, tirer des leçons et identifier des défis et les mesures de leur mitigation avant d’actualiser la planification du mois prochain. Des échanges/discussions sont réalisés régulièrement (4 fois) avec le consortium UNHABITAT pour harmoniser des vues et des planifications dans le sens d’éviter les duplications et surcharger les membres de structures communautaires (les CEI). *Exemple : Planification concertée de descentes sur terrain avec UNHABITAT en vue d’éviter de se retrouver au même moment devant la même cible/CEI pour différentes activités.* Nous nous coordonnons (4 rencontres) avec les projets alignés dans le Bashali (Mercy Corps, SFCG, OIM) en vue d’harmoniser nos interventions et comprendre les approches d’interventions des uns et des autres (se compléter, éviter de duplication,) et garder à l’esprit qui fait quoi où. *Exemple : concertation pour s’accorder sur les groupements dans le Bwito et le Bashali qui doivent être couverts par OIM dans l’analyse du contexte et ceux qui doivent être couverts par Alert*. Une bonne coordination avec les structures de paix et les cadres existe et est à encourager. Même si d’importants progrès ont été réalisés en matière de coordination, il faut continuer à harmoniser (en bilatéral et via la plateforme de coordination gérée par le ST UAS). La coordination notamment dans la chefferie de Bwito reste un défi à relever par le ST UAS pour permettre d’harmoniser non seulement les vues, mais aussi échanger sur les approches et surtout savoir qui fait quoi, où avec qui, pendant combien de temps, ceci pour éviter des duplications qui sont déjà visible sur terrain avec CPAP, CRONG, MONUSCO CAS, PNUD, Congo Peace Center. Nous allons rencontrer prochainement ces acteurs en vue d’une harmonisation pour éviter maximiser nos impacts respectifs, trouver des synergies et éviter toute sorte de chevauchement. |
| **Encrage institutionnel (***Décrivez les mesures que vous avez prises pour assurer la pérennisation du projet à travers l’encrage institutionnel dans cet objectif spécifique. En particulier, prière de faire référence à la stratégie des compacts (si pertinent dans votre projet) (max 200 mots).*  1° Intégration du CEI de Bashali dans les mécanismes participatifs de pilotage du projet. Cette structure étant une initiative des autorités locales qui regroupe à son sein des représentants des groupes ethniques et des structures locales membres de la société civile, sera une bonne opportunité d’implication, de responsabilisation et d’appropriation des efforts de stabilisation non seulement par l’autorité locale mais aussi par toutes les composantes de la communauté étant donné que ce sont elles qui prennent le lead pour les discussions, les échanges/analyses du contexte/conflits et les questions liées au genre et en définissent des actions/réponses concertées et concrètes et en assurent la mise en application dans leur communauté respective pour un changement positif participatif.  2° Implication, responsabilisation et appropriation à un premier niveau de toutes les autorités coutumières des structures communautaires de paix à la base dans le Bwito et le Bashali (les 7 chefs de groupement, le chef de chefferie et les délégués résidents du gouverneur font partie du CEI de Bwito et de Bashali, la chefferie, les 2 groupements siègent à de poste de responsabilité dans le CEI). Dans le CICT/ Bashali, siègent les chefs de villages et dans les NPRCF/Bwito, siègent tous les chefs de groupement de Bwito. |
| **Questions de genre (***Décrivez comment les questions genre ont été traitées dans cet objectif spécifique (max 200 mots).*  La représentation des femmes dans les structures communautaires de paix est de 31,7% tout comme leur participation aux différentes rencontres de mise en place des structures de paix est de 28,1% alors qu’elle a atteint 30,6% du côté participation aux ateliers préparatoires de la table ronde. Le projet devra définir ensemble avec les structures de paix, des stratégies d’intégration de plus de femmes à leur sein lors des séances d’analyse du genre et son intégration dans les actions des structures communautaires de paix pour relever ce pourcentage à plus au moins 35% et lors de la table ronde, le projet va collaborer de très près avec les parties prenantes/acteurs clés pour qu’ils désignent plus des femmes parmi les participants pour avoir près de 35%. L’intégration des questions liées au genre (stéréotypes et rôles traditionnels du genre) dans les discussions et analyses des structures de paix est encore faible parce que les animateurs de ces structures n’ont pas encore été capacités. C’est avec leur capacitation qu’ils seront en mesure d’associer plus de femmes aux discussions/analyses pour une véritable participation (assister, s’exprimer, donner leurs opinions, avis et les prendre en compte). Nous sommes persuadés que à partir de l’année 2 les dynamiques de genre au sein des structures en particulier et les communautés plus en générale sera améliorée, grâce justement à l’accompagnement et renforcement des capacités et connaissances de ses membres. . |
| **Leçons apprises (***Décrivez les leçons apprises dans la mise en œuvre de cet objectif spécifique, y compris les éléments innovants (max 200 mots).*  Renforcement de la cohésion sociale dans la chefferie de Bwito à travers la mise en place du CEI. La mise en place du cadre a permis aux groupes ethniques Nande et Hutu particulièrement, de communiquer ensemble (se saluer, travailler en carrefour, discuter le soir et partager un repas). C’est depuis plus de deux ans que les Hutu comme les Nande ne pouvaient plus fréquenter ensemble les lieux publics (marché, églises) et certaines localités des groupements Mutanda et Kanyabayonga par craintes de représailles. Une bonne communication et une bonne approche pédagogique développées et mises en application par l’équipe du projet dans sa stratégie d’engagement politique. Cette communication et approche pédagogique ont été essentielles pour décanter la situation qui s’enlisait, de faire participer et impliquer dans le projet même les personnes les plus réticentes notamment les chefs coutumiers et les autorités provinciales. Au début du projet, les chefs coutumiers de Bashali et de Bwito ainsi que certaines autorités provinciales, se sont opposés farouchement au projet en disant qu’ils étaient fatigués de dialogues communautaires. Il a fallu recourir au service des consultants expérimentés, en utilisant une bonne communication et une approche pédagogique pour participer et impliquer ces autorités dans le projet. Aujourd’hui, la participation de ces autorités aux activités du projet est effective. |
| **Histoires de succès** *(Partagez vos histoires de succès qui peuvent être inclut dans le système de rapportage du Secrétariat Technique/PBSO (max 200 mots).*  La confiance dans un avenir de stabilité pour les différentes communautés est vraiment une chose sur laquelle le projet compte. Quand les communautés commencent à se parler en toute franchise face à face, quand une même communauté contredit un des siens pour un langage haineux, on voit qu’une certaine confiance est née et est en train de croitre. Cas précis du Bashali où toutes les communautés ont déclaré lors des ateliers préparatoires de la table ronde, être soucieuses de cimenter leurs relations. Pour le concrétiser, les habitants de Mweso-centre (Hutu) ont demandé aux participants (Hunde et Nyanga) venus des villages lointains de ne plus passer nuit dans les hôtels mais de venir dans leurs familles pour que même le soir, ils trouvent de moments propices d’échanger et de mener de réflexions de nature à résoudre les différends qui les opposent. Les participants venus de Pinga (Nyanga) ont été pour la première fois depuis plus de deux décennies, invités par la communauté Hutu pour discuter profondément de leur passé.  Le chef du groupement de Bashali Kaembe, très réservé par rapport au projet depuis son début en 2016, a déclaré publiquement en pleins travaux préparatoires de la table ronde de Bashali, qu’il était convaincu et que tout son espoir est maintenant mis dans l’approche participative et holistique en cours d’utilisation par le projet, pour que les fils, filles et acteurs clés qui ont des intérêts dans le Bashali stabilisent une fois pour toute leur chefferie (ils ont pris le lead dans la recherche de solutions à leurs conflits car ils les connaissent mieux que qui conque, les vivent et subissent leurs conséquences). |

# PARTIE 2 – PERCEPTIONS D’IMPACT

|  |
| --- |
| **2.1 Sur la base des changements qui se sont produits au niveau de chaque composante (produits et résultats dans chaque objectif spécifique), quel type d’impact au niveau de projet vous pensez avoir atteint ?** *Max 300 mots*  **Engagement communautaire des bénéficiaires dans les efforts de stabilisation.** La mise en œuvre des activités du projet a rencontré au début plusieurs obstacles sur terrain tout comme au niveau de la province. Un manque d’adhésion au projet a été manifesté par des catégories de bénéficiaires, notamment les jeunes, l’élite intellectuelle de Bashali, la JICOM, les chefs locaux. Leur refus catégorique du projet dérivait du fait qu’ils ne trouvaient pas nécessaire d’organiser des dialogues démocratiques dans la ZP, étant ces derniers déjà été réalisées dans le passée sans aucun impact durable ou visible. Les consultants pour l’engagement politique, les ont identifiés, rencontrés et contactés directement et indirectement. Une explication claire de l’approche et la stratégie du projet a suffi pour que ces catégories sociales, qui étaient très réticentes au projet, s’engagent résolument à appuyer sa mise en œuvre. Le cas du lancement officiel du projet, leur participation dans les structures de paix qu’utilisent le projet, leur participation dans la mobilisation communautaire en vue de la revue des engagements existant dans le Bashali, leur engouement à participer à la prochaine table ronde dans le Bashali; témoignent de leur engagement communautaire et appropriation des objectifs du projet mais aussi de l’impact visible que les activités de plaidoyer, lobbying et engagement politique ont eu. Actuellement sur terrain, la participation dans des rencontres des signataires de lettres de contestation du projet, est effective et régulière.  **Appropriation des efforts de la stabilisation par l’autorité locale.** Au début du projet, toutes les autorités locales sur terrain ont montré un vif désintéressementau contenu du projet, mais avec les différentes rencontres, de contacts en bilatéral, des échanges téléphoniques, de rencontres par le biais de personnes interposées, utilisant une approche pédagogique et une communication claire; ces autorités servent aujourd’hui d’ambassadeurs au projet envers les autres membres des communautés. Toutes les autorités coutumières de Bwito et Bashali ont pris le lead dans la modération des structures de paix dans leurs entités. Bien qu’elles aient leurs propres structures étatiques (les CLPD et CPDG[[4]](#footnote-4)), les chefs de chefferies de Bwito, de Bashali et leurs chefs de groupements siègent dans les structures de paix et y exercent des grandes responsabilités (modérateur principal, modérateur adjoint, conseiller, etc.). Dans le Bashali, le cadre est l’initiative du chef de chefferie tandis que dans le Bwito, l’autorité de la chefferie s’est fortement impliquée dans la mise en place du cadre. |

|  |
| --- |
| **2.2 Sur la base des preuves/données fournies par les indicateurs au niveau des résultats et produits dans chaque composante (objectif spécifique), comment et jusqu’à quel point est-ce que vous estimez que le projet dans son ensemble est en train de influencer les dynamiques de conflit sur lesquelles il est supposé intervenir ?** *Max 300 mots*   * Les 10 de mécanismes de pilotage/structures de paix prévus ont été établis (5 NPRCF, 3 CITC, 2 CEI) et sont opérationnels avec une participation effective des autorités locales, de tous les groupes ethniques et couches sociales. Le fait de rassembler 211 membres dont 31,7% de femmes issues des différents groupes ethniques (Nande, Hutu, Hunde, Tutsi, Nyanga, Kobo, Pygmées et Bashi) au sein de structures communautaires de paix et de s’exercer à faire des analyses du contexte des conflits récurrents dans leurs milieux de vie et chercher d’une manière concertée comment y trouver de solutions efficaces et durables, donne déjà un espoir qu’ils vont contribuer efficacement à la consolidation de la paix dans la zone du projet. Avec un rythme hebdomadaire de se réunir pour faire des analyses du contexte et des conflits prouve un engouement que la consolidation de la paix préoccupe les membres de structures de paix. * Les 398 personnes sur les 400 prévues (soit 99,5%), représentants différentes couches sociales et groupes ethniques ((Nande, Hutu, Hunde,Tutsi, Nyanga, Kobo, Pygmées et Bashi) dont 30,6% de femmes qui ont participé aux 4 ateliers de revue des engagements existants afin de la préparation de la table ronde de Bashali, tenus à Mweso, Kitshanga, Nyamitaba et Goma, prouvent en suffisance que tous les groupes ethniques y compris de notables, chefs coutumiers, opérateurs économiques, chefs religieux, grands éleveurs et agriculteurs dont certains sont délocalisés et vivent au Rwanda, sont engagés dans le processus de recherche concertée d’une paix durable. Les participants à ces ateliers se sont accordés tous sur les défis qui ont entravé la bonne mise en application des engagements issus des dialogues tenus dans le Bashali. Et pour ce faire, ils ont identifié entre autres de questions de groupes armés, de réfugiés Rwandais et Congolais, des ex-combattants, de gestion de terre dans le Bashali et du pouvoir local. * La cartographie et l’analyse des acteurs et facteurs des conflits dans la zone du projet, a permis d’identifiés les facteurs des conflits, qui sont essentiellement politiques, institutionnels/structurels, fonciers, économiques et sociaux. Des acteurs essentiellement politiques (députés/ministres), des fonctionnaires étatiques (juges/magistrats), des agents de services de sécurité (ANR/PNC/FARDC), des hommes d’affaires et leaders des groupes ethniques et des groupes armés ont été identifiés en tant qu’acteurs de conflits dans les deux chefferies. Les résultats de cette cartographie, permettent aux structures communautaires de paix d’analyser le contexte et les conflits de leur zone et de faire un lien entre les facteurs des conflits identifiés et les acteurs impliqués dans ces conflits. Ce qui leur permettra également de se faire des alliés pour une consolidation efficace de la paix. Ces mêmes résultats de la cartographie, seront d’une importance capitale dans le lancement du processus de la RAP dans le Bwito. Nous nous servons de résultats de la cartographie pour connaitre aussi certains acteurs clés avec qui interagir dans le cadre de l’engagement politique en cours. |

# PARTIE 3 - ÉTAT D’AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DU PROCESSUS DE GESTION

*Le budget du projet avec deux onglets doit être joint en annexe pour compléter cette partie du rapport.*

*Le premier onglet reprend le budget détaillé de l’ensemble du projet avec deux colonnes supplémentaires; La première colonne supplémentaire montre la dépense réelle, et la deuxième colonne supplémentaire fournit le pourcentage de la dépense selon le budget prévu.*

*Dans la colonne narrative du budget détaillé, le partenaire fournira des explications seulement au niveau des résultats, pour expliquer la variation entre les dépenses réelles et les dépenses prévues.*

*Par exemple: si il était prévu de tenir trois ateliers au cours de la période de rapportage et le projet en a mené qu’un seul à cause de la situation sécuritaire, cela devrait être expliqué dans la partie narrative, pour que le ST puisse comprendre la variation entre le budget prévu et le budget exécuté.*

*Le deuxième onglet reprend le budget récapitulatif du projet, et ceci permettra au ST de déterminer la variation entre dépenses réelles et dépenses prévues et le pourcentage du budget dépensé, sur la base des catégories GMS et à fin de déclencher le déboursement pour la prochaine tranche. Ceci sera déboursé si le 80% de la tranche précédente a été dépensé.*

*Des instructions plus détaillées seront fournies dans l'annexe budgétaire, qui sera envoyé au PMO par le ST.*

* 1. **Commentaires sur l’état général des allocations budgétaires**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Etat** | | |
|  | **X** |  |

*En cochant la case dans le tableau à coté, veuillez indiquer si les dépenses liées au projet sont en phase (vert plus de 80%), en retard (rouge mois de 60%), ou en décalage (jaune entre 60-80%) avec les allocations budgétaires initialement prévues:*

|  |
| --- |
| **Si les dépenses sont en retard (rouge) ou en décalage (jaune), veuillez expliquer brièvement** *(max 150 mots).*  La situation actuelle de dépenses réalisées s’explique par le fait qu’au début du projet, la mise en œuvre des activités sur le terrain a rencontré des sérieux obstacles/blocages politiques et sécuritaires dont leur résolution a pris suffisamment de temps. Ceci s’est traduit en termes budgétaires en un retard avec les allocations budgétaires prévues sur la partie activités. Cependant les dépenses sur les couts opérationnels sont restées en phase avec les allocations. Il fallait définir à l’interne des stratégies appropriées en collaboration avec le ST, en vue de débloquer ces obstacles. Parmi ces stratégies appropriées, figurent les stratégies d’engagement politique (déjà expliquées dans les pages précédentes) et la révision du projet. |

* 1. **Progrès sur l’utilisation des fonds par résultat et produit[[5]](#footnote-5).**

*Veuillez fournir votre budget détaillé en pièce jointe en le remplissant comme expliqué par le Secrétariat Technique lors de la présentation sur ce modèle de rapport.*

* 1. **Commentaires sur les processus de gestion et de mise en œuvre**

|  |
| --- |
| **Veuillez commenter sur les processus de gestion et de mise en œuvre du projet, telle que l’efficacité des partenariats de mise en œuvre, la coordination/cohérence avec d’autres projets, toute coopération Sud-Sud, les modalités d’appui, les quelconques activités de capacitation, l’utilisation de systèmes de pays partenaires le cas échéant, le soutien du Secrétariat du PBF et la supervision du Comité conjoint de pilotage (pour PRF seulement). Veuillez également mentionner les changements éventuels apportés au projet (quel type et quand), ou si des changements sont envisagés pour le future proche** *(max 300 mots):*  La mise en œuvre du projet a rencontré au début des sérieuses difficultés d’ordre sécuritaire et d’autres liées à des enjeux politiques. Ce qui a entrainé un retard énorme. En Avril dernier, une évaluation exceptionnelle du projet a été réalisée par le ST provincial d’UAS suite au retard accumulé dans la mise en œuvre des activités sur terrain, qui a entrainé une faible consommation du budget. Ce retard a été influencé par des facteurs externes comme l’insécurité et les blocages politiques, une incompréhension autour de l’approche et la méthodologie de mise en œuvre du dialogue démocratique en particulier ainsi que des résistances auxquelles les équipes de mise en œuvre du projet se sont confrontées au niveau local et provincial. Sur base des observations, des recommandations ont été formulées par le ST (provincial d’UAS, lesquelles ont été traduites en une révision légère du projet (partie narrative et budgétaire) soumise en juillet et validé en août. C’est cette version qui est en cours d’exécution.  Actuellement, le projet s’active sur les stratégies d’engagement politique en travaillant directement et indirectement avec un nombre important d’acteurs clés d’influence positive et négative au niveau local, provincial, national et régional pour élargir son réseau d’acteurs de changement positif capables de trouver des solutions durables aux conflits pour une véritable stabilisation de la ZP au tour de Kitshanga. C’est le cas d’un travail fait avec le groupe de pasteurs et des ex combattants de Bashali en vue d’atteindre indirectement, les combattants encore actifs pour leur implication dans le processus de la stabilisation à travers leur contribution à la prochaine table ronde de Bashali et la RAP dans le Bwito (accès sécuritaire, donner leur point de vue, se prononcer sur leurs anciens engagements, etc).  Des réunions de coordination ont été tenue par le ST de l’UAS, auxquelles les équipes du projet ont participé, d’autres réunions ont été tenue entre l’équipe du projet et les partenaires de mise en œuvre des projets alignés dans la zone d’une part et avec le consortium UN Habitat d’autre part, tout ceci pour harmoniser les points de vue et parler de l’approche de mise en œuvre des activités. D’autres rencontres internes au consortium ont été tenue pour parler management du projet, planification des activités, identifier de défis et leurs mesures de mitigation, apprendre des leçons. Une bonne collaboration avec le ST existe, il nous a beaucoup soutenu et aider à débloquer les obstacles techniques et politiques que la mise en œuvre du projet a eu à faire face sur terrain, mais aussi à trouver des pistes de solutions viables et réalistes. La présence d’un consortium efficace, engagé avec une certaine complémentarité d’expertise et rôles à jouer par ses membres, est une force qui contribue à la bonne gestion du projet et permet d’atteindre ses résultats escomptés. |

# PARTIE 4 – EVALUATION DU RAPPORT

**Fiche d’évaluation du rapport**

*A compléter par le Secrétariat Technique*

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **OS** | **Critères d’évaluation** | **Evaluation et recommandations** | **Note** |
| **PARTIE 1 – LES PROGRES** | | | |
| 1 | Les progrès sont clairement expliqués et ils sont supportés par des preuves (« evidence ») qui dérivent aussi des données collectées | Vu la nature du projet et son état d’avancement (les activités clés sont planifiées début 2018), les progrès sont relativement bien présentés.  Le rapport est en mesure de présenter certaines preuves par rapport aux indicateurs, mais les plus grands partis des indicateurs n’ont pas été bien illustrés. Il existe de nombreux passages qui ne mentionnent pas les indicateurs conçus pour mesurer les progrès en question.  De plus aucune référence n'a pas été faite à l'avancement par rapport aux données de l’étude de base (qui reste pertinente). Les informations sur les produits 2.3 et 3.2 sont manquantes. Le cadre logique n'est pas été complété par des cibles qui ont été atteintes ou n'ont pas été atteintes au cours du cycle de rapport.  Après la formation et le soutien en matière de S&E avec des outils et la collecte de données, les preuves doivent être fournies pour rendre compte que les indicateurs augmenteront. | 2 |
| Les données utilisées comme preuve sont pertinentes et de bonne qualité | La majorité des indicateurs ne sont pas rapportés.  Des informations supplémentaires ont été fournies dans le rapport révisé. Cependant, il n'y avait toujours aucune référence à l'étude de base. Pour le prochain rapport, il faut fournir plus de preuves contre tous les indicateurs dans le cadre logique. | 2 |
| L’état d’avancement du projet est comme prévu | Des retards importants ont été accumulés en début du projet, mais des mesures importantes ont été prises et le projet semble évaluer positivement. Cependant il n’y a peu ou pas d'explication concernant les mesures de prévention ou d'atténuation que le projet prendra pour éviter d’avantages de retard ou ce qui a été identifié dans la matrice des risques.  Le 1er trimestre 2018 sera déterminant tant à Bashali qu’à Bwito.  Il serait nécessaire que le partenaire partage son planning actualisé des activités pour l’année 2.  La version révisée du rapport fournit des détails supplémentaires sur les retards et la façon dont le projet prévoit de s'attaquer à ces retards dans la mise en œuvre de 2018. | 1 |
| Les éléments contextuels et transversaux (défis, coordination, genre, encrage institutionnel ; etc) sont traités d’une façon claire et pertinente | Le rapport reste souvent très général. Pour la coordination: Il y a eu de bonnes explications sur la façon dont le projet a été en mesure de se coordonner avec les différents partenaires ISSSS (FCS et alignés) et ailleurs. Le partenaire présente le nombre et type de réunions. Il sera important d’aussi décrire leurs résultats. Pour le contexte et les blocages politiques, ils sont évoqués à de nombreuses reprises de manière superficielles. Pour l’ancrage institutionnel et l’engagement politique, la stratégie d’engagement politique aurait été mieux expliquée, pareillement l’ancrage institutionnel au niveau provincial. Un accent fort sur l'engagement politique devrait continuer afin de garder le momentum pour le projet.  Genre : Assurer l’implication et la participation de femmes est essentiel pour l'année prochaine. | 2 |
| **PARTIE 2 – PERCEPTIONS D’IMPACT** | | | |
| 1 | Les changements au niveau d’impact sont logiquement déduits sur la base des preuves fournies au niveau des produits et résultats des différentes composantes (objectifs spécifiques). | Pas applicable à ce stade. | N.A. |
| 2 | Les changements des dynamiques de conflit sont logiquement déduits sur la base des preuves fournies au niveau des produits et résultats des différentes composantes (objectifs spécifiques). | Plus de précisions sur les analyses menées sont nécessaires (pour une présentation plus détaillée du contexte et des dynamiques ciblées). | N.A. |
|  |  |  |  |
| **PARTIE 3 : ÉTAT D’AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DU PROCESSUS DE GESTION** | | | |
| 1. | Les dépenses actuelles justifient les progrès envers l’atteinte des produits/résultats escomptés | Résultat 1: 54% dépensés  Résultat 2: 41 % dépensés  Résultat 3: 35% dépensés  Résultat 4: 65% dépensés  **Coût total de l'activité 52% dépensés**  **Coûts personnels 73% dépensés**  A ce sujet, les frais de personnel dépense est déjà 73% pour la première année alors que les dépenses du budget d'activité ne sont que de 52%. Cet écart entre les frais de personnel et les frais des activités a été justifié par AI vu qu’il avait des blocages sur le terrain qui nécessitait plusieurs décentes sur le terrain en vue de travailler directement avec certains acteurs clés pour bien comprendre les enjeux de tous les obstacles et comment les surmonter. Ces décentes sur le terrain qui ont des implications budgétaires ont été parmi des recommandations du ST après que le narratif et budget du projet a été révisé sous l’autorisation du CAP. | 2 |
| 2. | Les dépenses non-conformes au budget planifié sont justifiées correctement dans la section narrative sur le budget | La partie narrative du budget a été complétée d’une façon générale mais suffisant et en expliquant les écarts entre le budget prévu et le budget réalisé. | 2 |
| 3. | Le taux de mise en œuvre est au moins de 80% permettant de déclencher la mise à disposition de la prochaine tranche. | Actuellement, 60% du budget annuel de la première année a été exécuté, ce qui signifie qu'il n'est pas possible de demander le deuxième transfert. | 1 |
| **NOTE GLOBALE QUALITÉ DU RAPPORT** | | |  |
| **Commentaires généraux**  Ce rapport est une très bonne amélioration et, par endroits, il montre comment les indicateurs sont atteints pour atteindre les résultats. Cependant, le récit doit être guidé par les indicateurs. Il y a trop de sections qui ne font aucune référence aux indicateurs conçus pour mesurer les progrès. Cela conduit le projet à ne pas démontrer pleinement les progrès réalisés.  Maintenant que le personnel du IA ont reçu une formation sur la budgétisation sensible au genre, il est important qu'ils l'incluent dans le budget et qu'ils fassent régulièrement la mise à jour dans le rapport. | | | |

# ANNEXES – CADRE LOGIQUE

(Prière d’annexer la file Excel)

|  |
| --- |
| **Notes sur le cadre logique (si nécessaire).** *A compléter par le partenaire.*  Le cadre logique en annexe est celui adapté à la version révisée du projet avec des indicateurs ISSSS harmonisés avec le département M&E de UAS. Il n’inclut pas clairement l’état d’avancement sur les indicateurs. |

1. CEI = Cadre d'échange d'informations, CITC = Cadre inter-paysan de transformation de conflits, NPRCF = Noyaux de Prévention et Résolution des conflits fonciers. [↑](#footnote-ref-1)
2. La Table ronde qui se tiendra en chefferie de Bashali va permettre aux différents acteurs et population de s’assoir pour évaluer la mise en application des différents engagements issus de tous les dialogues communautaires déjà tenus dans cette chefferie depuis 1993. Ça sera une occasion d’actualiser aussi certains engagements selon l’évolution des dynamiques de contexte et de conflit dans la zone. [↑](#footnote-ref-2)
3. Cet ouvrage était déjà traduit en français et des engagements pour sa multiplication étaient déjà pris avant la révision du projet en juillet dernier. [↑](#footnote-ref-3)
4. CLPD : Cellule locale de paix et de développement ; CPDG : comité de paix et de développement du groupement. [↑](#footnote-ref-4)
5. Veuillez noter que les informations financières sont préliminaires, en attendant la soumission du rapport financier annuel à l’Agent Administratif. [↑](#footnote-ref-5)